



Gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne

Conférence de Kinshasa, 21-22 mars 2012

PROGRAMME

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (AfSS) les industries extractives — pétrole, forêts, mines — représentent une part considérable de la production et la majeure partie des recettes d'exportation. La montée des cours des matières premières a dopé la croissance et les exportations de beaucoup de pays. Cependant, la gestion de ces flux continue de soulever d'énormes difficultés dans un environnement institutionnel souvent faible. Sur le plan macroéconomique, celles-ci se manifestent par les pertes de compétitivité imputables à l'appréciation des taux de change réels, le champ limité de la matière imposable et la volatilité des marchés des matières premières. S'ajoutent à cela des problèmes microéconomiques, notamment ceux liés aux dispositifs fiscaux et réglementaires. Malgré l'importance des flux qu'elles génèrent, les industries extractives n'apportent souvent qu'une contribution relativement faible aux recettes budgétaires et, partant, à la richesse de l'État. L'un des principaux objectifs des pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles doit être d'accroître les rendements de ces industries, mais cet objectif reste difficile à atteindre.

Dans ce contexte, la conférence vise notamment à dresser un bilan des analyses et des réflexions sur la gestion macroéconomique des recettes tirées des ressources naturelles, et d'expliquer l'évolution du dialogue de politique générale avec les pays d'Afrique subsaharienne. Elle traitera également des politiques et administrations fiscales et des cadres réglementaires propices à une bonne gestion des ressources naturelles, en insistant particulièrement sur les moyens de les rendre performants dans un environnement institutionnel faible.

La conférence sera l'occasion de procéder à un échange de vues avec les représentants du monde universitaire, les responsables politiques de la région et d'ailleurs, et les parties prenantes, sur des lectures nouvelles d'un problème ancien.



Fonds fiduciaire spécialisé
pour la gestion de la richesse
en ressources naturelles



MERCREDI 21 MARS 2012 : GESTION MACROÉCONOMIQUE DES RESSOURCES NATURELLES

08h00	Inscriptions
09h00	Discours de bienvenue prononcé par M. Matata Ponyo Mapon, Ministre des Finances de la République démocratique du Congo
09h15	Intervention d'ouverture prononcée par M^{me} Antoinette Sayeh, Directrice du Département Afrique, FMI — Le défi de la gestion des ressources naturelles dans les pays à faible revenu
09h30	<p>Séance 1 : Flux liés aux ressources naturelles et politiques macroéconomiques</p> <p>La gestion de la manne issue des ressources naturelles en conjoncture favorable et les coupes qu'il faut opérer lorsque les périodes fastes touchent à leur fin constituent aujourd'hui, tout comme hier, d'importants dossiers pour les pouvoirs publics, au même titre que les questions liées au syndrome néerlandais, à la compétitivité internationale, à la coordination des politiques monétaires (également sous l'angle des réserves) et budgétaires, et à la viabilité extérieure. Cette séance donne le ton en faisant un état des lieux de la réflexion sur cette ancienne problématique.</p> <p>Présidente de séance : M^{me} Maria Kiwanuka, Ministre des Finances, du plan et du développement économique de l'Ouganda</p> <p>Panel :</p> <p>Catherine Pattillo, Conseillère, Département de la Stratégie, des politiques et de l'évaluation, FMI Anthony Venables, Professeur (BP) de sciences économiques, Université d'Oxford Mattia Pellegrini, Membre du Cabinet de M. Antonio Tajani, Vice-président de la Commission européenne</p> <p>Débat</p>
11h00	Pause
11h30	<p>Séance 2 : Aspects opérationnels de la politique budgétaire dans les pays riches en ressources naturelles</p> <p>Dans les pays riches en ressources naturelles, la politique budgétaire joue un rôle primordial, compte tenu de la volatilité des recettes provenant de ces ressources et de leur épuisement à terme. Ce constat soulève des questions complexes de viabilité et d'équité intergénérationnelle, de gestion financière et de choix des supports d'épargne appropriés, y compris la formule des fonds souverains. Cette séance abordera les aspects opérationnels de la politique budgétaire d'un point de vue théorique et pratique.</p> <p>Président de séance : M. Matata Ponyo Mapon, Ministre des Finances de la République démocratique du Congo</p> <p>Panel :</p> <p>Sanjeev Gupta, Directeur adjoint, Département des finances publiques, FMI Joe Asamoah, Directeur général, EnerWise Africa Olgario de Castro, Président du Comité consultatif des investissements pétroliers de Timor-Leste</p> <p>Débat</p>
13h00	Déjeuner

14h30	Séance 3 : L'investissement public, moteur de la croissance de l'Afrique subsaharienne Les recettes issues des ressources naturelles ont permis à beaucoup de pays africains d'élargir leur marge de manœuvre budgétaire, et de faire de l'investissement public un vecteur de croissance et un instrument de lutte contre la pauvreté. Mais par le passé l'augmentation des investissements publics a souvent donné des résultats décevants. Cette séance examinera les avantages et inconvénients de l'expansion des investissements, les mesures propres à accroître leur efficacité, les contraintes potentielles et l'expérience des différents pays. Président de séance : Gilbert Ondongo, Ministre des Finances, du budget et du portefeuille public de la République du Congo Panel : Paul Collier, Professeur de sciences économiques et Directeur du Centre d'étude des économies africaines, Université d'Oxford Anand Rajaram, Responsable sectoriel (Région Afrique), Banque mondiale Pedro Conceição Couto, Vice-ministre des Finances, Mozambique Débat
16h00	Pause
16h30	Séance 4 : Des exigences plus rigoureuses de gouvernance et de transparence dans la gestion des ressources naturelles La bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources naturelles sont essentielles pour garantir la responsabilisation et tirer le meilleur parti de la mise en valeur du patrimoine naturel d'un pays. Un large panel animera le débat sur les moyens optimaux d'atteindre ces objectifs. Président de séance : Tim Bittiger, Directeur régional pour l'Afrique francophone et l'Europe, Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) Panel : Gavin Hayman, Directeur des campagnes, Global Witness Jonathan Hobbs, Conseiller principal (Gouvernance des ressources naturelles – Commerce et investissement), WWF Zainab Ahmed, Secrétaire exécutif, ITIE Nigéria Yongpeng Zhang, Chercheur, Académie des Sciences sociales de Chine Débat
19h30	Réception/Dîner (organisé par les autorités de la RDC)

JEUDI 22 MARS 2012 : ASPECTS MICROÉCONOMIQUES DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

08h30	Séance 5 : La «part équitable» qui revient à l'État
	<p>Face au niveau relativement élevé des cours des produits de base de ces dernières années et au repli de l'aide financière extérieure aux pays à faible revenu, de nombreux responsables des pays riches en ressources naturelles posent la question de savoir ce que l'État doit faire pour s'assurer une part équitable de la richesse naturelle. Cette séance examinera la vaste problématique du rôle du secteur public dans la gestion des ressources naturelles : capitaux publics et capitaux privés; partage des risques et des bénéfices entre État et investisseurs privés; et expérience dans la gestion des intérêts de l'État et des entreprises multinationales.</p>
	<p>Président de séance : Holger Grundel, Conseiller principal, Département du Développement International, Royaume-Uni</p>
	<p>Panel :</p>
	<p>Philip Daniel, Chef de Division adjoint, Département des finances publiques, FMI Kathryn McPhail, Directrice, Conseil international des mines et métaux William Curtis, Secrétaire général, Ministère des Mines et de la géologie, Guinée</p>
	<p>Débat</p>
10h00	Pause
10h30	Séance 6 : Administration et prévision efficiente des recettes des ressources naturelles en présence de faibles capacités
	<p>De nouveaux instruments de politique financière, comme l'imposition des rentes issues des ressources naturelles, reçoivent un intérêt grandissant de la part des gouvernements soucieux de mobiliser une plus grande part des recettes de ce secteur. Cependant, l'administration de ces mesures et la projection des recettes fiscales y afférentes se révèlent particulièrement délicats, surtout quand les capacités administratives sont faibles. Durant cette séance «pratique», des praticiens chevronnés partageront leurs perspectives des réussites et des échecs.</p>
	<p>Président de séance : Roger Nord, Directeur adjoint, Département Afrique, FMI</p>
	<p>Panel :</p>
	<p>John Calder, Expert technique pour le FMI Antoine Heuty, Directeur adjoint, Revenue Watch Institute Chansa Shambuluma, Directeur général par intérim, Fiscalité intérieure, Administration fiscale zambienne Martin Kabwelulu, Ministre des Mines et Ministres des hydrocarbures par intérim de la République démocratique du Congo</p>
	<p>Débat</p>
12h00	Table ronde : Enseignements et perspectives
	<p>Animateur : Anthony Venables</p>
	<p>Participants : Antoinette Sayeh, M. le Ministre Matata, M^{me} le Ministre Kiwanuka, M. le Vice-ministre Couto, Kathryn McPhail, et Gavin Hayman</p>
13h30	Déjeuner
17h30	Réception (organisée par les autorités de la RDC)

Cette conférence a pu être organisée grâce au concours financier du *Fonds fiduciaire spécialisé pour la gestion de la richesse en ressources naturelles* financé par

Union européenne



Norvège



Australie



Suisse



Pays-Bas



Oman



Koweït

